





BREF HISTORIQUE DES RECHERCHES DE L'UNRISD



INTRODUCTION

Les personnes et institutions qui font de la recherche pour le développement ou participent à l'élaboration de la politique et à des projets de développement sont guidées dans leurs travaux par trois principes essentiels: tout être humain a droit à un niveau de vie décent, tous devraient avoir la possibilité de participer aux décisions qui les concernent et tous devraient pouvoir vivre ensemble en paix. Pourtant, plus de 50 ans après la création des Nations Unies, il n'existe toujours pas d'accord sur les moyens de parvenir à ces fins. Politiques et perspectives analytiques changent fréquemment, comme en témoigne la litanie de ces mots d'ordre qui vont et viennent et parfois refont surface: «autonomie», «besoins fondamentaux», «moyens d'existence durables», «ajustement structurel», «bonne gouvernance», «stratégies de réduction de la pauvreté» et ainsi de suite. Une interprétation généreuse de cette histoire de la pensée pourrait conclure à un processus constructif d'apprentissage de la part des milieux internationaux du développement, à une maturation et à un approfondissement du savoir et des démarches politiques au fil du temps. Il est manifeste qu'un apprentissage est en cours et certains signes laissent à penser que la stratégie de développement donne lieu à un plus large consensus. Mais il y a aussi une autre réalité. Derrière les différents concepts et approches du développement se dissimulent des conflits d'intérêts très réels sur le point de savoir quels groupes et individus

devraient jouir des ressources et du pouvoir et quelles institutions devraient déterminer le mode de développement, la répartition des coûts et des bienfaits de la croissance économique, de la modernisation et du changement social.

L'UNRISD se préoccupe de ces questions depuis sa fondation en 1963. L'Institut a été créé «pour mener des recherches sur les problèmes et politiques de développement social et sur les relations entre divers types de développement social et de développement économique» (Nations Unies 1963). La répartition des bienfaits de deux décennies de croissance économique, très inégale depuis la guerre entre les régions géographiques et entre les classes sociales, en particulier dans le «tiers monde», était alors une préoccupation centrale. De plus, le développement était entendu au sens étroit de croissance économique et les dimensions sociales souvent mises de côté dans l'élaboration des politiques. L'Institut a commencé par établir son programme de recherche à partir de ces préoccupations, en réalisant des projets qui consistaient à étudier les rapports entre développement économique et social, les moyens de mesurer le développement social et l'impact des processus et des projets de développement au niveau local.

Si ce programme a beaucoup évolué en 40 ans, certaines constantes demeurent, notamment l'importance de la relation entre politique sociale et politique économique, ainsi que la variabilité des

«DEPUIS QUARANTE ANS, L'UNRISD FAIT ŒUVRE DE PIONNIER EN FRANCHISSANT LES FRONTIÈRES GÉOGRAPHIQUES COMME CELLES DES DISCIPLINES, DES MÉTHODOLOGIES ET DU SAVOIR ET EN DONNANT L'EXEMPLE, DANS UN MONDE D'INTÉGRATION, DE RECHERCHES RIGOUREUSES ET ENRICHISSANTES.»

MICHAEL EDWARDS,
DIRECTEUR, GOVERNANCE
AND CIVIL SOCIETY,
THE FORD FOUNDATION,
ÉTATS-UNIS

répercussions du développement économique et des politiques gouvernementales selon les groupes sociaux. Mais le contenu spécifique du programme de recherche a souvent changé avec le lancement et l'aboutissement de différents projets.

Le présent rapport retrace l'histoire des recherches de l'UNRISD et examine la contribution de l'Institut à la réflexion et aux débats sur le développement social. Il dresse le bilan de ce que les conclusions des recherches ont révélé concernant six grands thèmes autour desquels sont construits les chapitres suivants:

- Politique sociale et bien-être
- Cohésion sociale et conflits
- Développement durable
- Démocratisation, société civile et gouvernance
- Genre et développement, et
- Marchés, entreprises et réglementation

CONTINUITÉ...

Le mandat de l'Institut fournit trois lignes directrices qui ont orienté ses recherches tout en lui laissant une précieuse marge de manœuvre dans l'établissement de ses priorités. Premièrement, l'UNRISD doit examiner des problèmes sociaux pressants auxquels s'intéresse le système des Nations Unies. Deuxièmement, il doit approfondir la relation entre le développement économique et social. Cette clause ouvre une brèche dont l'UNRISD a profité pour étudier les répercussions sociales du développement économique, de la modernisation et, par la suite, de la mondialisation, ainsi que les moyens par lesquels le développement social peut améliorer non seulement les conditions d'existence des populations, mais aussi la croissance économique. Troisièmement, l'UNRISD doit se servir de la liberté et de l'indépendance que lui confère son statut d'«activité autonome des Nations Unies» pour se consacrer à des recherches critiques sur les politiques des gouvernements et des organisations internationales et sur leurs approches du développement.

Nombre de perspectives analytiques ont donné une certaine continuité aux recherches de l'Institut. Trois ressortent particulièrement. La première consiste à remettre en question les idées reçues et les conceptions dominantes du développement. Tout au long de son histoire, l'Institut n'a cessé de se demander si les processus et politiques classiques de développement atteignaient les

objectifs visés. Il a aussi analysé les fondements théoriques de ces politiques. Sa critique n'avait pas seulement pour objet les opinions conservatrices les plus répandues, mais aussi les acteurs et organisations qui proposaient des solutions de rechange soit réformistes, soit radicales (voir encadré 1.1)

Cette critique est axée en grande partie sur une double préoccupation: la croissance économique, la modernisation et la mondialisation non seulement produisent des effets très inégaux mais sont aussi en train de détruire des modes d'existence et des mécanismes institutionnels qui, par le passé, ont assuré une certaine protection sociale. Les travaux de l'UNRISD sur la Révolution verte dans les années 70, et sur la sécurité alimentaire et la participation populaire dans les années 80 étaient en partie motivés par un constat inquiétant, à savoir que l'un des changements sociaux les plus marquants des années 70—l'intégration, qui allait en s'accéléralant, de communautés en grande partie autosuffisantes en réseaux urbains, nationaux et internationaux, de production et de commerce—était en train de déraciner des populations avant même que de nouveaux systèmes de subsistance aient pu se mettre en place. De même, dans les années 90, les travaux de l'Institut sur les répercussions sociales de la mondialisation ont mis en évidence un véritable bouleversement institutionnel, montrant que certaines institutions traditionnelles de protection sociale, telles que l'Etat providence, les politiques de redistribution, les

syndicats et certaines structures communautaires étaient sur le déclin et que celles qui apparaissaient ou que l'on s'attachait à renforcer comme les ONG, la responsabilité sociale des entreprises, les droits de l'homme ou le droit international du travail demeuraient assez faibles. De plus, les politiques macroéconomiques associées à la libéralisation économique créaient souvent un «environnement défavorable» au développement social (voir encadré 1.2).

Les recherches de l'Institut se sont aussi placées dans une perspective globale et systémique. Cette caractéristique est d'autant plus importante qu'il s'attachait à comprendre les rapports entre des dimensions différentes du développement. Les travaux de l'Institut sur une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement dans les années 70, sur les systèmes alimentaires et la société au cours de la décennie suivante, sur le développement durable dans les années 90 et actuellement sur la politique sociale dans un contexte de développement, ont tenté de surmonter le cloisonnement des politiques et des analyses du développement en privilégiant les démarches multidisciplinaires et l'intégration. Ces projets, comme d'autres, se sont intéressés non seulement aux aspects économiques, sociaux, environnementaux, politiques et historiques mais aussi aux liens entre les niveaux local, national et international. Cette manière de voir le monde et de le comprendre est trop complexe pour se réduire à des remèdes universels simples ou à de petites

Encadré 1.1—La remise en cause des idées reçues

- > Le travail sur les problèmes de **quantification**, accompli dans les années 60 et 70, passait par une critique de la façon dont sociologues et institutions des Nations Unies appliquaient à l'analyse et à la planification du développement des méthodes conventionnelles de saisie des données et des indices sociaux classiques.
- > Les recherches qui ont été menées sur la **participation** à partir de la fin des années 70 l'ont été en partie parce que l'on suspectait de nombreux organismes de développement de chanter les vertus de la participation tout en la réduisant en fait à une participation passive, par opposition à une participation active qui aurait pu déboucher sur un partage du pouvoir.
- > L'enquête menée dans les années 70 sur ce que l'on a appelé la **Révolution verte** a contesté l'hypothèse selon laquelle les grandes percées technologiques allaient nécessairement améliorer les moyens d'existence des producteurs ruraux. En effet, si certains en ont profité, d'autres en ont souffert.
- > L'attention portée aux **moyens d'existence** dans les années 80 est à attribuer en partie aux préoccupations suscitées par une position alors orthodoxe qui mettait en avant la satisfaction des besoins fondamentaux, plutôt que la capacité de gagner sa vie.
- > Les recherches sur les répercussions sociales de l'**ajustement structurel**, qui ont été menées à la fin des années 80 et au début de la décennie suivante, ont remis en question les politiques néolibérales et les hypothèses selon lesquelles la déréglementation, l'orientation sur les exportations et la privatisation allaient

stimuler la croissance et le développement dans les pays pauvres et endettés.

- > Les travaux sur le **genre** dans les années 90 passaient par une critique de l'approche des «femmes dans le développement», qui avait tendance à restreindre le champ d'étude à l'accès des femmes aux projets et aux institutions de développement, au lieu de l'ouvrir aux questions des droits et du pouvoir des femmes.
- > Pendant plusieurs décennies, diverses études sur la **société civile** ont remis en question une vision romantique des ONG, des mouvements sociaux et de la participation, qui avait tendance à en exagérer le pouvoir.
- > Les recherches sur les **problèmes environnementaux** dans les années 90 ont amené à contester l'idée que la protection de l'environnement était nécessairement bonne pour les populations et le développement, en analysant les tensions existantes entre certaines approches classiques de la protection de l'environnement et le bien-être des populations.
- > Les travaux sur les **technologies de l'information et de la communication** (TIC) ont abouti à la remise en question de l'idée que les TIC allaient permettre aux pays en développement de «brûler les étapes».
- > Récemment, l'UNRISD s'est intéressé à d'autres termes et notions tels que ceux de **décentralisation**, de **bonne gouvernance** et de **responsabilité sociale des entreprises** et ses recherches ont révélé l'emploi problématique qui en est fait en pratique.
- > Les travaux effectués dans le passé sur une **conception unifiée** du développement et les recherches actuelles sur la **politique sociale** montrent que les décideurs politiques ont souvent traité la politique sociale comme un accessoire de la politique économique et non pas comme un élément faisant partie intégrante de la stratégie de développement.

phrases d'hommes politiques. De fait, les recherches de l'UNRISD ont souvent remis en question les prescriptions standard, les formules universelles et l'approche «taille unique» qui caractérise souvent la définition et l'analyse des politiques internationales, soulignant au contraire la nécessité d'adapter les politiques aux conditions locales et nationales.

Un troisième élément contribue à la continuité dans l'approche de l'Institut: son analyse politique de l'économie, qui l'amène à étudier aussi bien la répartition des ressources et du pouvoir entre groupes sociaux différents que les conflits d'intérêts. Vues dans cette perspective, les retombées sociales de la croissance économique et du progrès technologique passent par les relations sociales, les rapports de force et d'autres institutions. Si certains bénéficient des processus, politiques et projets de développement, d'autres y perdent. Pour combattre efficacement la pauvreté, l'inégalité et l'injustice, les politiques sociales ont besoin d'un renversement de l'équilibre des forces et d'acteurs sociaux et politiques capables de remettre en question le statu quo. Cette démarche a permis à l'UNRISD de différencier les effets de processus et de politiques de développement selon les groupes sociaux et de souligner dans ses recommandations politiques l'importance de la participation, de l'autonomisation et d'institutions de contrôle et de redistribution.

Encadré 1.2—Les rapports phares de l'UNRISD

L'UNRISD a publié deux rapports en guise de contribution au Sommet mondial pour le développement social et à son suivi.

Etat de désarroi: Les répercussions sociales de la mondialisation (UNRISD 1995)

Ce rapport étudie les répercussions sociales contradictoires de la mondialisation. Le titre, Etat de désarroi, est révélateur de ses conclusions: la mondialisation et certaines des politiques qui la sous-tendent se sont assorties de tout un éventail de problèmes sociaux et de changements institutionnels qui fragilisent les populations. De plus, les coûts et les bénéfices de la mondialisation ont été très inégalement répartis entre les pays et les groupes sociaux. Le rapport plaide donc pour que l'on s'attaque sans tarder à l'un des problèmes les plus complexes de notre temps: assurer un minimum de sécurité sociale et économique à toute la population à une époque où l'ouverture des marchés s'accompagne d'une concurrence féroce et d'une évolution technologique rapide.

Il faut atténuer les effets de polarisation et de désagrégation causés par la mondialisation en adoptant des approches nouvelles qui réaffirment les droits de tous. La coopération et la solidarité internationales et des droits universels, ou ce que le rapport appelle «la citoyenneté mondiale», devraient venir à l'appui de la citoyenneté

nationale. Certains mécanismes institutionnels apparus au cours des 50 dernières années et associés aux institutions des Nations Unies, au droit international, à l'aide au développement et à une participation militante de la société civile doivent être renforcés et d'autres, réformés.

*Mains Visibles: Assumer la responsabilité
du développement social (UNRISD 2001a)*

À la fin des années 90, l'UNRISD a évalué les progrès qui avaient été accomplis dans la réalisation de l'un des principaux engagements pris lors du Sommet mondial de 1995 pour le développement social—la création d'un «environnement favorable» au développement social. Cinq ans après le Sommet social, l'insensibilité de l'ajustement structurel à la dimension sociale suscitait une opposition politique de plus en plus forte et l'investigation scientifique commençait à entamer le socle théorique et empirique des politiques néolibérales. Les droits de l'homme étaient très présents dans les esprits. Certains signes annonçaient une revalorisation du rôle de l'Etat et l'on commençait à comprendre que les flux de capitaux privés envisagés comme panacée du développement avaient leurs limites et que la volatilité et le risque avaient atteint des degrés inadmissibles dans l'économie mondiale.

De l'analyse développée au fil des pages du rapport se dégage un tableau assez troublant: d'une part, des initiatives qui se placent davantage au niveau du discours que de la pratique et, de l'autre, des modes de croissance économique, une libéralisation et des inégalités qui continuent

d'entraver le développement social plus qu'ils ne le favorisent. Le rôle de la politique sociale se borne dans une large mesure à cibler des groupes sociaux spécifiques ou à tendre pour eux un filet de sécurité. Si la protection sociale se révèle plus nécessaire que jamais, les crédits alloués à cette fin sont en baisse. Le rapport préconise des stratégies de développement qui remettent à l'honneur les valeurs d'humanisme, les priorités et l'action humaines. La «main invisible» du marché peut faire tourner l'économie mondiale mais il faut la main de l'homme—celle de personnes soucieuses du bien public et de leurs gouvernements—pour la guider dans le sens de la plus grande productivité et pour construire un monde foncièrement démocratique d'où soient bannies l'exclusion sociale et l'opacité.

... ET CHANGEMENT

Si le contenu du programme de recherche de l'UNRISD se renouvelle régulièrement, il subit, de temps en temps, des changements d'orientation plus radicaux. Divers facteurs en sont la cause: une évolution de la réflexion sur les sciences sociales et le développement social, les tendances générales du développement dans le monde, un intérêt plus vif de la communauté internationale pour des questions ou des problèmes mondiaux spécifiques, des demandes de donateurs qui veulent voir traiter des sujets particuliers et la dynamique interne de l'Institut lui-même, qui évolue au rythme des changements de directeurs, et du renouvellement du Conseil d'administration ainsi que du personnel chargé de la recherche.

Pour comprendre comment et pourquoi le programme de l'Institut a évolué, il est important de rappeler l'itinéraire très formateur qu'il a suivi. Il lui a fallu se tenir informé de l'évolution du monde et, à l'occasion, anticiper des tendances mondiales ou régionales, comme le montre, par exemple, le travail qui a commencé à la fin des années 80 sur les conflits ethniques, les dimensions sociales des changements environnementaux et la transition dans les pays communistes d'Europe.

Lorsque l'Institut a modifié son programme de recherche, ce fut aussi parfois parce qu'il avait «appris sur le tas» et, dans certains cas, reconnu les limites de ses travaux passés. Certains de ses

projets furent lancés parce que de précédentes recherches avaient mis en évidence des lacunes dans ses connaissances et sa démarche et avaient posé certaines questions. Si, vers la fin des années 70, il a entrepris des recherches sur la participation populaire, par exemple, c'est qu'entre les luttes pour les moyens d'existence, sur lesquelles avaient été axés ses travaux sur la Révolution verte et la sécurité alimentaire, et la politique de développement intégrée, qui avait fait l'objet d'études antérieures, il subsistait encore un champ inexploré. Encourager des politiques qui, grâce à la participation, soutiennent mieux les populations lui apparut comme un moyen de permettre à des groupes défavorisés d'améliorer leurs moyens d'existence.



Dans les années 90, les recherches sur les effets des programmes d'ajustement structurel sur la société et les institutions ont révélé de graves problèmes liés à l'affaiblissement de certaines institutions de l'Etat. De nouveaux projets se sont donc intéressés aux moyens de renforcer les capacités de l'Etat et au rôle des institutions démocratiques dans l'élaboration des politiques.

Dans le domaine de l'environnement, des travaux initiaux sur les effets sociaux de la dégradation de l'environnement ont montré que certains programmes de protection de l'environnement ne faisaient pas que des heureux, contrairement à ce que beaucoup supposaient, mais qu'ils pouvaient avoir des conséquences néfastes sur les conditions et les moyens d'existence des populations. Ce constat a débouché sur deux projets qui ont consisté à étudier les conséquences sociales des zones protégées et d'autres initiatives de protection de l'environnement.

De même, alors que l'UNRISD avait accordé la plus grande attention au rôle des organisations de la société civile et de l'Etat dans le développement social et la protection de l'environnement, il avait ignoré dans une large mesure le rôle du secteur privé. Pour remédier à cette situation, un projet sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises a été lancé vers la fin des années 1990.

Il arrive aussi que de nouvelles recherches soient entreprises pour élargir un champ d'investigation

un peu étroit. C'est ce qui s'est produit, par exemple, pour les travaux sur la démocratisation. Dans les années 80, les recherches ont porté en grande partie sur la participation de la population et l'action collective—ou démocratie populaire. Le rôle des institutions démocratiques publiques—ou démocratie représentative—a moins retenu l'attention. Cette orientation avait diverses origines. Elle était due en partie à des points de vue analytiques et idéologiques qui tenaient l'organisation sociale et politique des «exclus» pour essentielle au changement social. Il était improbable aussi que les institutions de la démocratie libérale pussent produire des politiques de soutien aux pauvres en l'absence d'une participation populaire réelle. Une certaine méfiance envers l'Etat, les partis et la planification politique—qu'avaient fait naître des travaux antérieurs de l'UNRISD sur la planification de l'Etat, la réalité des régimes militaires en Amérique latine (que plusieurs cadres de l'UNRISD avaient connus de près) et les partis centralisés «d'avant-garde» dans les pays socialistes—n'y était pas étrangère non plus.

Dans les années 90, dans une tout autre conjoncture, l'Institut a élargi son approche en examinant le rôle joué dans le développement social par la société civile, les mouvements sociaux et les institutions de l'Etat. Cette période a été marquée par un retour en force des processus démocratiques centrés sur le multipartisme et le jeu politique électoral. Comme l'attention des milieux internationaux du développement se portait sur des

questions de politique macroéconomique et de réforme structurelle, les chercheurs et militants du développement durent s'intéresser non seulement aux questions de la participation à la base ou de celle des individus, mais aussi aux processus macropolitiques. Inévitablement, l'Etat revenait dans le champ d'investigation.

Les points de vue de l'Institut sur la croissance économique ont aussi évolué. Pendant des années, la croissance économique a été soit tenue pour acquise dans l'analyse des relations entre elle et le développement social, soit considérée d'un œil critique. L'UNRISD a été créé alors que le monde traversait une période prolongée de solide croissance économique. Les chercheurs qui s'intéressaient au développement social ne jugeaient donc pas très difficile d'atteindre des taux de croissance relativement élevés. Ce qui constituait un problème aux yeux de nombreux observateurs, c'était une croissance inégale ou déséquilibrée. Ainsi, une grande partie des travaux de l'Institut, à ses débuts, portèrent sur les effets néfastes ou inattendus de la croissance économique et de la modernisation sur certains groupes sociaux. Les travaux suivants, qui ont établi un lien étroit entre la dégradation de l'environnement et les processus de croissance et de modernisation, ont encore renforcé ce point de vue. L'évolution récente de l'économie mondiale, jalonnée de crises financières et marquée par des taux de croissance en baisse ou des périodes prolongées de croissance molle, a incité l'UNRISD à réexaminer

les rapports entre croissance économique et développement social. Les travaux actuels sur la politique sociale traitent non seulement de la manière dont la croissance peut profiter à des groupes sociaux relativement pauvres et des institutions qui l'y aident, mais aussi de la façon dont la politique sociale peut stimuler la croissance.

De temps à autre, le renouvellement des projets de l'Institut tient à un changement de démarche plus fondamental. Vers la fin des années 70, par exemple, l'orientation sur la politique, la planification et la quantification du développement s'est considérablement élargie lorsque l'attention de l'UNRISD s'est portée sur le double thème de la participation et de la lutte pour les moyens d'existence (1979). Ce changement de cap reflétait en partie le tournant radical qui s'était produit les années précédentes dans la réflexion sur le développement et la politique de développement, lorsque les buts de l'autonomie collective et d'un autre développement et les possibilités ainsi ouvertes avaient retenu l'attention de nombreux milieux universitaires, de militants et des Nations Unies. Les travaux sur la participation populaire ont tenté d'appliquer les méthodes d'action-recherche pour à la fois étudier les groupes défavorisés et dénués de pouvoir et renforcer leur capacité d'agir et d'exercer une influence. Les recommandations politiques issues des recherches sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire ont mis en évidence la nécessité de stratégies nationales pour l'alimentation et le

développement qui jouissent d'appuis dans la population. A la différence de certaines stratégies de modernisation qui entendaient profiter aux pauvres par un effet de «ruissellement» ou en leur donnant l'espoir d'un emploi dans des centres urbains industriels en pleine expansion, cette recherche a fourni des arguments en faveur de politiques gouvernementales tendant à améliorer les chances et les moyens d'existence des catégories économiquement faibles et des autres groupes défavorisés, des villes comme des campagnes.

A la fin des années 80, le programme de recherche de l'Institut a été à nouveau remanié pour englober diverses questions liées à la mondialisation, ainsi que de nouvelles priorités du développement en rapport avec le développement durable et la condition des femmes. Des projets ont été lancés sur des sujets touchant à l'identité, aux conflits, aux drogues illicites, à l'ajustement structurel et à la protection de l'environnement. Dans la décennie qui a suivi, l'attention s'est portée sur les questions du bien-être et de la cohésion sociale et sur le rôle, positif, négatif ou marquant à un égard quelconque, joué par divers acteurs et institutions—les femmes, les organisations non gouvernementales (ONG), les entreprises et les gouvernements, notamment—dans un développement social et durable. Une grande partie des recherches a débouché sur une critique virulente du néolibéralisme tel qu'il était appliqué aux pays en développement, qui mettait l'accent sur la

liberté de marché, le recul de l'Etat et l'orientation sur les exportations (UNRISD 1995; 2001a).

Le présent programme quinquennal, lancé en 2000, a continué à explorer ces questions tout en accordant une attention spéciale au rôle de la politique sociale et des institutions démocratiques de l'Etat dans le développement (voir encadré 1.3). Mais de nouvelles questions d'intérêt mondial—le VIH/sida, la fracture numérique et la responsabilité sociale des entreprises—y figurent aussi.

Encadré 1.3—Les thèmes actuels de la recherche

Depuis 2000, les projets de recherche de l'UNRISD ont été regroupés en cinq grands thèmes.

Politique sociale et développement—Est étudié ici le rôle joué dans le développement par la politique sociale et les institutions, notamment la manière dont la politique sociale peut améliorer la protection sociale et la justice sociale tout en contribuant au développement économique et à une vie politique démocratique.

Démocratie, gouvernance et droits de l'homme—Ce thème fournit l'occasion d'explorer certains des facteurs politiques et institutionnels affectant la création de conditions propices à la démocratie et aux droits de l'homme dans différents contextes nationaux, et d'évaluer les politiques et démarches suivies par les institutions donatrices et les gouvernements donateurs lorsqu'ils pressent les pays en développement de réformer leurs institutions publiques.

Société civile et mouvements sociaux—Les projets relevant de ce thème touchent au rôle des organisations, réseaux et mouvements de la société civile dans le développement et l'élaboration des politiques, aux relations entre différents acteurs de la société civile et à la nature de leurs rapports avec le gouvernement, les organisations internationales et le secteur privé.

Technologie, entreprises et société—Les recherches sur ce thème s'intéressent aux conséquences que peuvent avoir les rapides progrès technologiques, les investissements étrangers directs et les systèmes de gestion des entreprises sur un développement humain durable.

Identité, conflit et cohésion—Ce thème est l'occasion d'une réflexion sur la manière dont des identités différentes et mouvantes, qui structurent la vie des individus et leur donnent un sens, affectent les formes que revêtent les conflits, l'exclusion et la solidarité à l'heure de la mondialisation.

Source: www.unrisd.org

«PARMI LES HÉROS
MODESTES ET
MÉCONNUS DU SYSTÈME
DES NATIONS UNIES,
MA PRÉFÉRENCE VA À
L'UNRISD, QUI NAVIGUE
DEPUIS QUARANTE ANS
DANS DES EAUX NON
BALISÉES, SOUS
LA DIRECTION DE
CAPITAINES SUCCESSIFS
MAIS TOUJOURS
VISIONNAIRES, ET QUI
A MIS AU CŒUR DE
SES ACTIVITÉS UN

POURQUOI LES PROGRAMMES SE TERMINENT-ILS?

DÉVELOPPEMENT
GLOBAL, CENTRÉ SUR
L'HUMAIN, DES
DÉCENNIES AVANT QUE
NE SOIENT FORMULÉS
LES OBJECTIFS DU
MILLÉNAIRE POUR LE
DÉVELOPPEMENT.»

EVELINE HERFKENS,
COORDONNATRICE
DE LA CAMPAGNE DE
PROMOTION DES OBJECTIFS
DU MILLÉNAIRE POUR
LE DÉVELOPPEMENT,
NATIONS UNIES

Périodiquement, d'importants cycles de recherche s'achèvent, ne serait-ce que pour quelques années. Le travail sur la **quantification et les indicateurs sociaux**, sur lequel l'UNRISD à ses débuts a bâti sa réputation, s'est arrêté pendant plusieurs années, à partir de 1985 environ. Cet arrêt était dû essentiellement au départ des principaux responsables de cette recherche, au coût du travail statistique complexe qu'elle avait engendré et à un glissement des priorités de recherche de l'Institut vers des questions dites «d'économie politique». Il a aussi coïncidé avec un changement de méthodologie interne, la préférence allant désormais à la réalisation d'études de cas approfondies dans des pays en développement, considérées comme un moyen à la fois efficace et économique de recueillir des données.

Un autre des programmes phares de l'UNRISD, l'enquête sur la **participation populaire**, s'est terminé également de manière assez peu concluante vers la fin des années 80, en partie faute de fonds, mais aussi en raison d'un certain souci quant à l'orientation à donner à des recherches futures sur ce thème controversé. Toutefois, l'UNRISD a continué, au travers de différents projets, à examiner les conséquences de la participation dans le contexte de problèmes de développement concrets tels que l'égalité entre hommes et femmes et

la protection de l'environnement. Vers 1995, le thème a été repris dans des études sur la société civile et les mouvements sociaux, leur potentiel et leurs limites dans le développement et l'élaboration des politiques.

Vers 1995, l'Institut n'avait pas de programme plus ambitieux que le Projet de **reconstruction des sociétés déchirées par la guerre**, qui s'est achevé en 1998, en grande partie parce que les recherches avaient laissé place à des activités opérationnelles. Celles-ci avaient abouti, dans certains pays, à faire dialoguer des acteurs clés sur les problèmes de développement et de reconstruction et sur la politique à mener dans ces domaines. L'Institut ayant pour mandat d'effectuer des recherches, il a été décidé que le projet se poursuivrait sous l'égide d'une autre institution.

De 1985 à la fin des années 90, l'UNRISD a mis en œuvre 13 projets dans le domaine de l'**environnement** et du **développement durable**. Au bout de 15 ans de recherche sur ces questions, il s'est inquiété de l'expansion excessive de ce domaine de travail, craignant que cela ne déséquilibre son programme. En 2000, avec la restructuration qui suivit la nomination d'un nouveau directeur, plusieurs projets touchant à l'environnement et au développement durable furent conclus et l'attention fut reportée sur des questions relatives à la politique sociale, la pauvreté, l'équité et la démocratisation.

Encadré 1.4—L'UNRISD et les sommets des Nations Unies

Au cours des 10 dernières années, la contribution intellectuelle de l'UNRISD aux grands sommets mondiaux tenus sous l'égide des Nations Unies s'est nourrie des résultats de ses recherches.

Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992)

Pour apporter matière à réflexion à la préparation du Sommet de la Terre, l'Institut a puisé dans les recherches qui avaient été effectuées depuis la fin des années 80 et a entrepris de nouveaux travaux. Il a aussi organisé une réunion internationale plusieurs mois avant la Conférence de Rio pour attirer l'attention sur les dimensions sociales des questions environnementales, ce qui, jusque-là, avait été relativement négligé dans la préparation du Sommet (UNRISD 1992).

Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995)

Les travaux de l'UNRISD pour le Sommet social se sont articulés autour de trois thèmes—Repenser le développement social dans les années 90; Restructuration économique et nouvelles politiques sociales; et Diversité ethnique et politiques publiques. L'apport de l'Institut a consisté en deux séminaires qui ont coïncidé avec les travaux préparatoires du Sommet, en plusieurs ateliers et conférences organisés sur les lieux de la manifestation officielle et au forum des ONG, et en une série de publications, dont 10 documents spéciaux, quatre documents d'information et le rapport *Etat de désarroi: Les répercussions sociales de la mondialisation*

(voir encadré 1.2). Un recueil d'essais, intitulé *Social Futures, Global Visions* (Hewitt de Alcántara 1996), a été également publié. D'éminents écrivains et analystes des sciences sociales y livraient leur réflexion sur les processus et trajectoires du changement social en cette fin de millénaire.

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995)

Les contributions de l'Institut à ce sommet se sont nourries des recherches entreprises sur le «genre» en 1992. Lors du Forum des ONG, l'UNRISD a tenu une table ronde sur le thème «Des politiques macroéconomiques par sexe: conceptions et institutions» et, lors de la conférence officielle, une seconde table ronde consacrée à «L'intégration du genre: chances et obstacles». De plus, une série de 13 documents spéciaux a été coéditée avec le PNUD.

Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Istanbul, 1996)

Pour apporter sa contribution à Habitat II, l'UNRISD s'est inspiré de ses travaux sur la direction des affaires urbaines, qui s'attachaient à inventorier les méthodes employées pour associer les exclus à la prise de décision au niveau local. Il a participé à l'élaboration du Programme pour l'habitat et a organisé des réunions au forum des ONG et à l'Université Habitat.

Le Sommet mondial pour le développement social cinq ans après (Genève, 2000)

Pour contribuer à cet examen, l'UNRISD a évalué les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés au Sommet social en 1995. A cette fin, 50 chercheurs venus de 35 pays ont participé à une vaste enquête dont les résultats

ont été diffusés dans 10 documents spéciaux et dans le rapport *Mains visibles: Assumer la responsabilité du développement social* (voir encadré 1.2), qui a été lancé lors d'une conférence organisée pendant Geneva 2000. L'UNRISD a également hébergé un forum virtuel sur son site Internet pour diffuser des informations sur les initiatives prises en application de la Déclaration et du Programme d'action du Sommet social.

La Quatrième Conférence mondiale sur les femmes cinq ans après (New York, 2000)

L'UNRISD a apporté matière à réflexion à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'examen, cinq ans après, de la Conférence de Beijing en menant des études et en organisant un atelier public sur le thème «Justice, développement et droits des femmes». Celui-ci s'est penché sur les rapports entre besoins et droits, ainsi que sur les droits des femmes et le multiculturalisme, et s'est demandé si la démocratie allait de pair avec l'accès des femmes au pouvoir (UNRISD 2000a).

Troisième Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Durban, 2001)

L'UNRISD a commandé 30 études et organisé une conférence parallèle de trois jours pendant lesquels ont été examinés les politiques publiques conçues pour venir à bout des pratiques racistes et xénophobes, les possibilités qu'elles offrent ainsi que les problèmes et défis qu'elles présentent. Les études ont porté sur quatre grands thèmes: la construction de la race et du racisme, la dynamique sociale du racisme et des inégalités, les réactions de groupes organisés à la diversité culturelle, et l'impact des politiques publiques sur les relations raciales (UNRISD 2002b).

Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement (Madrid, 2002)

L'UNRISD a demandé à 15 experts d'examiner la dynamique du vieillissement démographique et les problèmes qu'il pose dans des pays dont le développement suit des trajectoires différentes, ainsi que la protection sociale officielle, y compris les régimes de retraite, les soins de santé et les services sociaux, et tout l'ensemble des mécanismes informels liés à l'économie des soins. Ces études ont été présentées au cours d'une conférence parallèle de deux jours (UNRISD 2003a).

Sommet mondial sur le développement durable (Johannesburg, 2002)

L'UNRISD a saisi l'occasion de cet examen de la Conférence de Rio, dix ans après, pour soulever des questions d'économie politique relatives à l'analyse et aux propositions contenues dans Action 21 et d'autres documents directeurs, devenus des classiques, et qui souvent éludent les difficultés et les obstacles à un changement réel de politique, à la participation et à la mobilisation sociale. Les études commandées pour l'occasion ont été présentées lors d'une réunion parallèle co-organisée avec l'Université du Witwatersrand. L'Institut a également publié un rapport, *People, Power and the Environment*, qui a résumé 15 années de recherches de l'UNRISD sur l'environnement et le développement durable (UNRISD 2002a).

LES RELATIONS AVEC LES NATIONS UNIES ET LES DONATEURS

Au fil des années, l'UNRISD s'est positionné à mi-chemin entre les milieux internationaux des instituts universitaires et des organisations de la société civile préoccupées par les questions de développement, et les organismes de développement des systèmes multilatéral et bilatéral. Il véhicule la réflexion et l'analyse émanant des militants et des chercheurs en sciences sociales et évalue l'intérêt qu'elles présentent pour l'élaboration des politiques internationales. Ce rôle a pris un relief particulier à l'occasion des sommets des Nations Unies (voir encadré 1.4). En réunissant, à l'occasion de conférences, d'ateliers et de dialogues informels, de hauts responsables des Nations Unies pour qu'ils aient un débat de fond sur des questions essentielles du développement (UNRISD 2001b, 2003b), l'Institut s'est également efforcé de faire mieux circuler les informations parmi eux.

L'Institut ayant pour mandat d'effectuer des recherches sur des questions jugées «urgentes et importantes» par le système des Nations Unies et les institutions nationales de développement et dépendant totalement des contributions volontaires de ses donateurs (voir encadré 1.5), il accepte volontiers les demandes d'étude de sujets spécifiques qui lui parviennent d'organisations extérieures. En fait, parmi ses principaux domaines de recherche, il en est qui ont commencé par des

projets spécifiquement demandés par des donateurs. C'est le cas notamment des recherches sur le «genre» et les questions environnementales. Ces deux programmes ont ensuite évolué selon leur dynamique propre, l'UNRISD et son réseau mondial de chercheurs décidant en toute liberté de leur contenu.

Par son rôle de «prestataire de services», l'Institut a l'avantage de s'assurer que ses recherches présentent un intérêt pour ceux qui définissent les politiques, mais cela suppose aussi des relations et des influences qu'il faut manier avec précaution. Les tensions possibles sont essentiellement de trois ordres. Premièrement, les organisations bilatérales et multilatérales peuvent peser trop lourd dans l'établissement du programme de recherche. Deuxièmement, des relations trop étroites avec les donateurs peuvent aboutir à l'élimination des recherches de pointe, très théoriques ou impliquant une critique radicale. Enfin, le fait de répondre à un éventail trop large de demandes risque d'aboutir à un programme de recherche dispersé, sans orientations précises.

En pratique, l'UNRISD a été rarement exposé aux deux premiers risques, en partie parce que ses principaux donateurs traditionnels—la Suède, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark et la Finlande—ont respecté son autonomie et ne sont pas intervenus dans l'établissement de son programme de recherche. Mais aussi parce qu'il existe certaines garanties qui permettent de gérer les

Encadré 1.5—Qui finance l'UNRISD?

L'Institut dépend des contributions volontaires qu'il reçoit de gouvernements, d'institutions de développement et de fondations. Au cours des 40 dernières années, les gouvernements des pays suivants ont contribué à son financement: l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, le Canada, Chypre, Cuba, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Iran, l'Iraq, l'Italie, la Jamaïque, le Mexique, les Pays-Bas, le Nicaragua, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et l'ancienne Yougoslavie.

Le programme de recherche actuel est soutenu par les gouvernements et organismes suivants:

- > **Gouvernements:** Danemark, Finlande, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.
- > **ONG et fondations:** Fondation Ford (États-Unis), Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ, Allemagne), Fondation MacArthur (États-Unis), Réseau universitaire international de Genève (RUIG, Suisse), Fondation Rockefeller (États-Unis).

> Nations Unies et autres institutions multilatérales:

Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES AU BUDGET CENTRAL DE L'UNRISD, 2002

Donateur	Dollars E.-U.
Danemark	185.625
Finlande	165.063
Mexique	2.427
Norvège	404.083
Pays-Bas	496.545
Royaume-Uni	320.320
Suède	803.417
Suisse	56.163
Total	2.433.643

tensions. Pour définir ses priorités de recherche, l'Institut a toujours fait confiance au jugement des universitaires indépendants, des responsables politiques et des militants qui composent son conseil d'administration et compté sur ses propres ressources intellectuelles. A la demande des donateurs, des spécialistes extérieurs du développement procèdent aussi périodiquement à des évaluations des travaux de l'Institut pour juger de ses progrès et dépister les lacunes éventuelles (voir encadré 1.6). En outre, la réflexion de l'UNRISD est constamment nourrie par les opinions et l'analyse des chercheurs qui participent à ses projets dans les différents pays et composent son réseau de recherche (voir encadré 1.7). L'Institut organise aussi des rencontres avec des universitaires, des

chercheurs, des responsables politiques et des militants du monde entier pour connaître leurs points de vue sur les questions et les débats actuels du développement et réfléchir à ce qu'un institut de recherche comme l'UNRISD devrait faire. Il peut en résulter de nouveaux projets ou une réorganisation complète des programmes et des priorités de la recherche, comme cela s'est produit par exemple en 2000, à la suite d'une conférence internationale tenue en Thaïlande pour débattre du programme de recherche présent et futur de l'Institut (UNRISD 2000b, 2000d).



Encadré 1.6—Les jugements portés sur l'UNRISD

1982: La SAREC (Suède) et DANIDA (Danemark)

«L'UNRISD a été parmi les premiers à s'intéresser de près à l'amélioration des données et se révèle actuellement l'une des rares institutions (sinon la seule) où l'on poursuit des recherches systématiques.»

«La synthèse des stratégies de la Révolution verte qu'a réalisée A. Pearse est l'un des meilleurs ouvrages consacrés à ce sujet. Les nombreuses études de S. Barraclough comptent sans nul doute parmi les contributions les plus remarquables apportées à l'étude des systèmes agraires latino-américains.»

«Il est important que les recherches ne se contentent pas d'étudier les effets et leurs liens statistiques, mais visent à la connaissance des structures qui rendent possibles ces effets.»

1995: Le PNUD

«L'UNRISD a distillé des décennies de recherche sur les problèmes sociaux dans un rapport stimulant et accessible, *Etat de désarroi*, qui sera difficile à ignorer pour toute personne amenée à réfléchir aux enjeux du Sommet.»

«L'UNRISD a prouvé qu'il était capable de traiter des questions du développement social au travers d'un large réseau, en réunissant en un savant dosage des experts du Nord et du Sud (et des pays de transition) pour examiner ces questions.»

«A tous les projets ont été associés des chercheurs du Sud, mais, à l'exception de quelques rares activités, sans passer par l'intermédiaire d'une institution du Sud. Dans la mesure donc où ils ont développé leurs capacités ou travaillé en réseau, c'est à titre individuel qu'ils y ont été associés. Les

effets possibles de leur participation sur les institutions ne seront pas immédiatement sensibles.»

1997: Les pays nordiques

«L'UNRISD a su anticiper les problèmes et lancer des programmes de recherche [sur des questions] dont l'actualité internationale ne ferait que croître. Cette faculté d'anticipation est un trait distinctif de l'UNRISD et c'est grâce à elle que les travaux de l'Institut gardent leur intérêt.»

«La coédition avec des éditeurs du tiers monde est une pratique qu'il faudrait étendre afin d'introduire deux catégories de prix et de rendre les livres abordables dans les pays pauvres.»

«Il est recommandé à l'UNRISD d'envisager à nouveau d'étendre, à bon escient, ses activités de consultants pour avoir un accès plus direct à la prise de décision, obtenir des données intéressantes et engendrer des revenus.»

2002: Le DFID (Royaume-Uni)

«...L'UNRISD a fait œuvre de pionnier en mettant au point des indicateurs sociaux et en élargissant le débat sur le développement tout en insistant sur deux valeurs essentielles: le droit des êtres humains à un niveau de vie décent et leur égalité lorsqu'il s'agit de participer aux décisions qui ont une incidence sur leur vie.»

«L'UNRISD devrait approfondir ses connaissances et concentrer ses recherches dans des domaines spécialisés afin d'éviter la dispersion.»

«Il serait très utile qu'il continue à collaborer avec d'autres institutions et commissions régionales des Nations Unies.»

Encadré 1.7—L'organisation, la publication et la diffusion des recherches de l'UNRISD

Les projets de l'UNRISD impliquent généralement des recherches comparées entre pays, ainsi que la production de documents sur tout un éventail de questions thématiques. Pour un projet, on retient d'ordinaire trois à dix pays pour y faire des études de cas, qui sont généralement menées à bien par des chercheurs d'instituts universitaires ou d'ONG des pays concernés. Près de 220 chercheurs dans 80 pays participent au programme actuel, lancé en 2000. Plus de 60 pour cent de ces chercheurs sont originaires de pays en développement.

Les projets sont généralement coordonnés par des spécialistes travaillant soit à l'UNRISD soit dans des universités. Les méthodes de recherche varient considérablement. On procède parfois à des enquêtes, mais plus souvent à des études de cas de groupes sociaux ou de localités spécifiques en organisant des entretiens avec les principaux informateurs. On recourt aux méthodes de l'action-recherche lorsque les recherches visent non seulement à recueillir des données et à les analyser mais aussi à transformer la vie des personnes étudiées ou la nature des processus décisionnels.

Pour que ses travaux touchent des publics variés, l'Institut applique une stratégie active et diversifiée de publication et

de diffusion. Soumis au contrôle d'autres chercheurs et sociologues, les résultats de la recherche sont diffusés dans des documents et des livres que l'UNRISD publie lui-même ou avec des presses universitaires ou des éditeurs commerciaux de renom, répartis sur les cinq continents, avec lesquels il a passé des accords. Au cours des dix dernières années, les projets de l'UNRISD ont donné lieu à la publication de plus de 50 livres et de 200 documents, avec la contribution de quelque 450 chercheurs. L'Institut a aussi un site Internet entièrement libre d'accès (www.unrisd.org), organise des conférences internationales et des ateliers nationaux et alimente plus de 200 bibliothèques à travers le monde en exemplaires gratuits de beaucoup de ses publications. Il s'efforce de rendre les résultats de ses recherches accessibles à un large lectorat par la traduction: le périodique *UNRISD Infos*, les comptes rendus de conférence et les résumés des documents de programme existent en anglais, en français et en espagnol, et certains ouvrages sont publiés dans ces langues et dans d'autres encore.

Grâce à ces efforts de vulgarisation, les recherches de l'UNRISD font progresser l'analyse et la connaissance des questions du développement dans les contextes et les milieux les plus divers: chez les universitaires et les militants, les hauts fonctionnaires des gouvernements, le personnel des institutions, les médias, spécialisés ou non, et le grand public.

ENVISAGER L'AVENIR

Le programme de recherche de l'UNRISD continue à évoluer de manière à la fois prévisible et inattendue. Le programme actuel, qui est en cours depuis 2000, a déjà révélé des zones inexplorées et d'autres préoccupations qui retiendront l'attention de l'UNRISD dans les années à venir.

Des recherches quelque peu disparates menées sur des questions touchant à la pauvreté dans le cadre de divers projets doivent être rassemblées sous le thème de la **pauvreté** et centralisées dans un plus grand souci de cohérence. L'UNRISD sera ainsi amené à examiner le récent changement de cap de la politique de développement dont témoigne l'adoption par les organismes internationaux de développement et les institutions financières internationales de «stratégies de réduction de la pauvreté», dont l'application pose autant de problèmes qu'elle n'en résout. Il sera également conduit à travailler sur les indicateurs sociaux et les moyens de mesurer la pauvreté et l'équité.

Les travaux sur le **genre**, qui se sont surtout limités à des projets spécifiques, doivent être intégrés à d'autres domaines de recherche de l'UNRISD. En préparant sa contribution aux dixièmes anniversaires de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994) et de la Quatrième Conférence internationale sur les femmes (Beijing, 1995), l'UNRISD fera le point

des conclusions auxquelles auront abouti ses propres recherches sur les questions du genre et celles d'autres acteurs, ainsi que des outils de changement social qu'elles auront livrés.

Par ailleurs, le programme de recherche sera adapté au nouveau contexte international, c'est-à-dire à l'évolution de la réflexion dans les sciences sociales, des processus de développement, des politiques et du militantisme. Les changements récents liés à la mondialisation et à la gouvernance ont des répercussions importantes sur les rôles des différents acteurs et institutions dans la politique de développement.

Après avoir été pratiquement ignoré, l'**Etat**, comme acteur clé des stratégies de développement, revient en force à l'ordre du jour international. Son rôle est conditionné, cependant, à l'efficacité et à la bonne gouvernance. La façon dont les institutions de développement dominantes et ce qu'on appelle le «post-consensus de Washington» interprètent et appliquent ces concepts présente deux risques au moins: celui d'encourager des formes technocratiques de gouvernance et une approche cloisonnée de la protection sociale et de détourner l'attention de certaines politiques macroéconomiques qui ont elles-mêmes leur part de responsabilité dans les problèmes sociaux contemporains.

Ces questions sont étudiées actuellement dans le cadre d'un grand projet sur la politique sociale. Il

s'agit ici de rechercher les moyens de mieux intégrer la politique économique et sociale, d'examiner les mécanismes institutionnels adaptés à la prestation des services publics et les configurations politiques et sociales qui sous-tendent une bonne politique sociale. D'autres travaux sur la gouvernance cherchent à déterminer quelles institutions démocratiques et réformes sont efficaces lorsqu'il s'agit de modifier la composition et la gestion du **secteur public dans les sociétés multiethniques** où l'inégalité est source de tensions sociales.



La gouvernance telle qu'on la conçoit en ce début de XXIème siècle donne aussi un rôle nouveau au **secteur privé**. L'Institut étudiera les récentes tentatives de privatisation de services publics de base, la viabilité de ces expériences et les institutions de contrôle qui devraient être en place dans un système qui fonctionne bien et où certains prestataires sont privés. Cette évolution et d'autres encore, qui sont liées à la responsabilité sociale des entreprises et aux partenariats entre le public et le privé, laissent à penser que les grandes sociétés vont marquer de leur empreinte les tendances et stratégies du développement social, non seulement par le

biais de l'emploi, des impôts et des investissements, mais aussi parce qu'elles fourniront des services sociaux de base, aborderont les problèmes sociaux et environnementaux de manière moins réactive et participeront à l'élaboration des politiques publiques. Etant donné les répercussions sociales de la privatisation et la nature ponctuelle de nombreuses initiatives d'entreprises, il est nécessaire de se demander comment elles pourraient être intégrées aux politiques et priorités de développement national et mieux servir les intérêts de la société civile, des consommateurs et du gouvernement.

Un autre changement important s'est produit ces dernières années. Il tient à la nature et au contenu du **militantisme de la société civile mondiale**, qui, non contente de critiquer le statu quo, a non seulement trouvé de nouveaux modes d'organisation mais s'est aussi employée à identifier des solutions de rechange constructives. On examinera ce qu'implique cette évolution pour l'élaboration des politiques internationales et le développement social, en particulier les liens qui peuvent exister ou se tisser entre ces formes contemporaines de militantisme et l'élaboration des politiques nationales et internationales.

Certaines questions de développement ont retenu l'attention de la communauté internationale ces dernières années. Elles ne seront pas négligées dans les nouvelles recherches. L'UNRISD met actuellement au point des projets dans trois domaines touchant au conflit et à la culture, au VIH/sida et à la révolution numérique.

Le programme futur, comme celui du passé, est placé sous le signe de la continuité et du changement. Il devra s'adapter aux nouveaux enjeux mondiaux et à l'évolution des perspectives analytiques. Mais les effets des processus de développement sur les conditions d'existence des populations, et le rôle des institutions de contrôle et de différents acteurs dans le développement et le changement social demeureront au centre des préoccupations de l'Institut. De même, fidèle à sa tradition, celui-ci continuera de remettre en

question la politique de développement dominante, les relations sociales et les rapports de force qui font le lit de la pauvreté et de l'inégalité et sur lesquels s'appuie l'élaboration des politiques.

L'Institut est autonome au sein du système des Nations Unies et c'est l'un de ses principaux atouts. Il a pu ainsi aborder des sujets délicats et proposer des solutions qui parfois contestent les points de vue des gouvernements et des organisations internationales. Il est important qu'il maintienne ce rôle, non seulement à une époque où la doctrine de liberté de marché et la technocratie en politique restent puissantes, mais aussi eu égard à l'évolution récente de la gouvernance mondiale. Un plus large consensus semble se dessiner entre les institutions financières internationales, le système des Nations Unies, les organismes d'aide, les sociétés transnationales et les ONG sur la politique de développement. Il peut faciliter une réforme institutionnelle mais il risque aussi de museler la critique dans les systèmes multilatéral et bilatéral et d'empêcher que soient analysées d'autres options que celles qui sont officiellement retenues.